

BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 1 4</p> <p>FAH - AIDES OCTROYEES MONTANT TOTAL DE 95 000 EUROS MAXIMUM - EXTENSION PAR LA SAGEM DE LA RESIDENCE SOCIALE AGLAE A LA GARDE AVEC 12 LOGEMENTS SOCIAUX SPECIFIQUES - 36 000 € ET ACQUISITION EN VEFA PAR LE LOGIS FAMILIAL VAROIS DE LA RESIDENCE PAULIN DAVID AU PRADET COMPOSEE DE 19 LOGEMENTS SOCIAUX - 59 000 €</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Hubert FALCO, M. Jean-
Pierre GIRAN, M. Arnaud
LATIL, M. Jean-Louis
MASSON, M. Ange MUSSO,
M. Francis ROUX, M. Jean-
Sébastien VIALATTE, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 1 4

BUREAU DU 11 janvier 2022

OBJET : FAH - AIDES OCTROYEES MONTANT TOTAL DE
95 000 EUROS MAXIMUM - EXTENSION PAR
LA SAGEM DE LA RESIDENCE SOCIALE AGLAE
A LA GARDE AVEC 12 LOGEMENTS SOCIAUX
SPECIFIQUES - 36 000 € ET ACQUISITION
EN VEFA PAR LE LOGIS FAMILIAL VAROIS
DE LA RESIDENCE PAULIN DAVID AU PRADET
COMPOSEE DE 19 LOGEMENTS SOCIAUX -
59 000 €

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations
au Président et au Bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n° 05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n° 07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence équilibre social de l'habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU la délibération n°14/12/228 du 12 décembre 2014 approuvant la programmation financière relative à la bonne mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat de la Métropole par la création de deux autorisations de programme et mises à jour annuellement,

VU la délibération n°19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement financier du Fonds d'Aides à l'Habitat régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dans le cadre de la politique de l'habitat portée par la Métropole TPM,

VU la délibération n°20/12/280 du 15 décembre 2020 approuvant la mise à jour des deux autorisations de programme, relatives à la programmation des opérations de mise en œuvre dans le cadre de la politique de l'habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la politique de l'habitat métropolitaine,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 30 novembre 2021 pour les dossiers présentés,

VU les projets de convention ci-annexés,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence équilibre social de l'habitat et politique de la ville, accompagne le développement de l'offre locative sociale à travers un soutien financier aux opérations de construction neuve, de réhabilitation et d'acquisition amélioration,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les bailleurs sociaux les conventions ci-annexées ainsi que toutes les pièces afférentes en vue de l'attribution de l'aide suivante pour :

- FAH : opérations d'extension et d'acquisition en Vefa de logements sociaux pour un montant de 95 000 euros maximum sur les communes de la Garde et du Pradet,

Le tableau ci-après présente la ventilation détaillée de l'opération financée :

	Nom	Adresse Opération	Ville	Lgts subv	Montant TPM proposé
AP PLH Prévisionnelle 95 000 €	SAGEM	Extension Résidence Sociale Aglaé 1099 chemin de la Planquette	La Garde	12	36 000 €
	Logis Familial Varois	rue Paulin David	Le Pradet	19	59 000 €
	Total			31	95 000 €

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à verser aux bailleurs sociaux et maîtres d'ouvrages ci-dessus mentionnés le montant de subvention correspondant selon les modalités précisées par le FAH.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2022 de TPM :

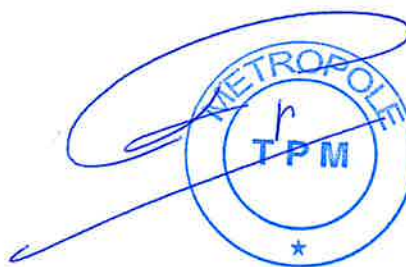
AP PLH PREVISIONNELLE : (article 20422, opération 5129).

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

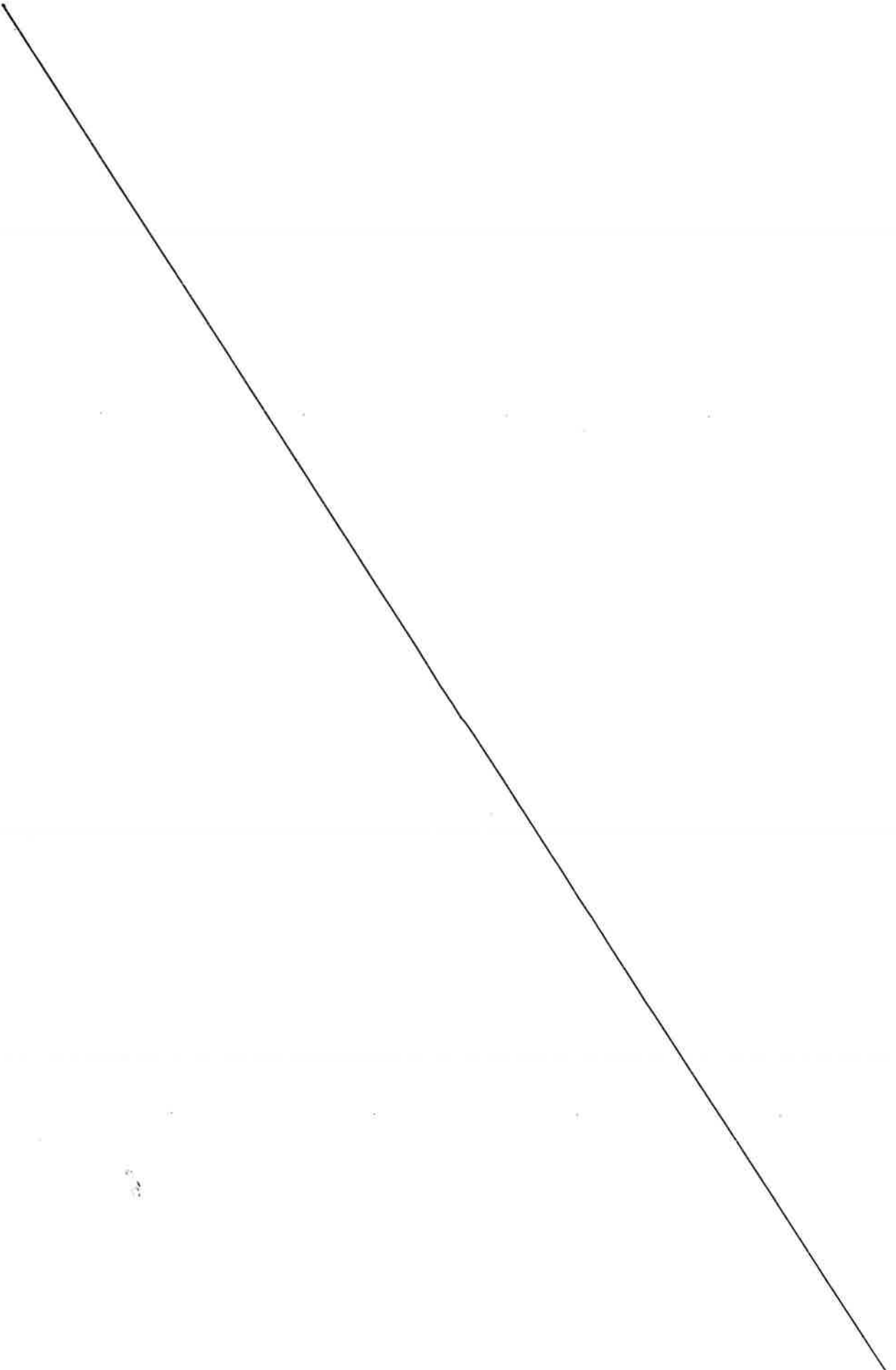
Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 14
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE ET LA
SAGEM EN VUE DE LA CONSTRUCTION D'UNE EXTENSION
DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX SPECIFIQUES RESIDENCE SOCIALE
AGLAE 1099 CHEMIN DE LA PLANQUETTE A LA GARDE
DECISION N° 22/ DU BUREAU METROPOLITAIN
DU 10 JANVIER 2022**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO.
D'une part,

ET

La Société Gardéenne d'Economie Mixte (SAGEM) ayant son siège social 132 rue Le Corbusier à la Garde - 83 130 représentée par son Directeur Général Monsieur Charles IGNATOFF dûment habilité par décision de son Conseil d'Administration à l'effet des présentes,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence Equilibre Social de l'Habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de construction, de réhabilitation, et de rénovation intervenant dans le domaine du logement social.

A cette fin, la délibération du Conseil Métropolitain n° 03/06/16/89 du 27 juin 2003 a créé un Fonds d'Aide à l'Habitat définissant les modalités d'octroi des participations financières en la matière, plusieurs délibérations dont la n° 18/05/179 du 22 mai 2018 et la n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 ont réformé les modalités d'octroi des participations financières.

Considérant que le projet d'extension de la résidence sociale Aglaé par 12 logements sociaux spécifiques à la Garde, présenté par la SAGEM, entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent et en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : L'engagement de la SAGEM

La SAGEM s'engage à procéder à la construction de 12 logements sociaux spécifiques à financement aidé permettant l'extension de la Résidence sociale Aglaé, suivant le programme typologique ci- dessous :

Logements	PLAI Adapté	PLUS	PLS
T1 Bis	12		
T2			
T3			
T4			
T5 et +			
TOTAL	12		

La SAGEM s'engage à signaler à la Métropole le démarrage des travaux, soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie, soit par l'ordre de service de démarrage des travaux, ou une attestation du Maître d'Œuvre.

La SAGEM devra transmettre à Toulon Provence Méditerranée l'Ordre de Service de démarrage des travaux, le certificat de conformité délivré par la Commune, une copie du bail ou de l'état des lieux d'entrée du premier locataire.

La SAGEM s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement de l'opération.

Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec La SAGEM afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement de l'opération subventionnée.

A minima il convient de rappeler que la date de réception de chaque marché passé pour la réalisation de cette opération doit être postérieure à la date de signature de la présente convention.

D'autre part, en vertu de la délibération n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 réformant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, la SAGEM s'engage à réserver un quota de logements au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, prioritairement des logements labellisés Logements Service Plus.

Pour cette opération il ne sera pas réservé de logements par la Métropole.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération du Conseil Métropolitain N° 03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création d'un Fonds d'Aide à l'Habitat, ainsi que la délibération n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 réformant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la SAGEM par le versement d'une subvention d'un montant maximum de 36 000 €.

En application de la délibération citée ci-dessus le montant de l'aide accordée par Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Logements	Nombre de logements	Subvention par logement	Coût total de l'opération
T1	12	3 000 €	1 052 366 €
T2			
T3			
T4			
T5 et +			
Montant de l'aide octroyée	12 X 3 000 € = 36 000 €		

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à : 1 052 366 € TTC

Le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

	Aides €	Prêts €	
Etat	207 360 €		
CDC		624 006 €	
1 % logement			
Dreal	48 000 €		
C régional	72 000 €		
C départemental	30 000 €		
Commune	5 000 €		
TPM	36 000 €		
Fonds propres		30 000 €	
TOTAL	398 360 €	654 006 €	1 052 366 €

ARTICLE 4 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder un an après l'entrée dans les lieux du premier locataire après travaux à une évaluation de leur action commune selon des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs, dont notamment le taux de vacance des logements de l'opération, le respect de la Politique de la Ville menée par Toulon Provence Méditerranée, l'adéquation entre la demande sociale et l'offre offerte.

ARTICLE 5 : La durée de l'engagement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

L'entrée du premier locataire dans l'opération financée devra intervenir dans un délai de trois ans à compter de la notification des présentes.

ARTICLE 6 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention de la Métropole pour l'ensemble du projet est arrêté au maximum à 36 000 €.

Elle est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de la SAGEM au terme de quatre virements bancaires intervenant selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 25% du montant de la subvention à l'ouverture effective du chantier au vu de l'Architecte-Maître d'œuvre de l'opération ou de la déclaration d'ouverture de chantier en mairie.
- Un acompte de 25% du montant de la subvention un an après le premier versement de la subvention par la Métropole.
- Un acompte de 25% du montant de la subvention deux ans après le premier versement de la subvention par la Métropole.
- Le solde de 25% du montant de la subvention trois ans après le premier versement de la subvention par la Métropole et sur présentation de la copie du bail ou de l'état des lieux d'entrée du premier locataire s'il y a lieu suivant la nature de l'opération, du certificat de conformité ou tout autre document attestant de la bonne réalisation de l'opération envisagée (attestation du Maître d'œuvre) et du décompte global définitif de l'opération.

Le montant de la subvention pourra être écrêté sous certaines conditions, en tout état de cause le versement de la totalité de la subvention ne pourra être effectué sur un délai inférieur à quatre ans à dater de la notification de la convention financière.

ARTICLE 7 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 8 : Les obligations de la SAGEM

La SAGEM s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation régissant le financement aidé de l'Habitat,
- à communiquer à la Métropole, au plus tard le 30 juin de chaque année, le compte d'emploi de la subvention attribuée l'année précédente accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier,

- à fournir dans les six mois suivant l'obtention du certificat de conformité : les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de la SAGEM,
- à faciliter, conformément à l'article 1, le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



- à signer et respecter la convention de réservation de logements au profit de la Métropole selon la délibération Métropolitaine applicable.

Le respect de la totalité des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

Article 9 : Réalisation du projet

La SAGEM est seule responsable de la réalisation du projet financé.

En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera seule compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la SAGEM ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 11 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non respect des obligations de la SAGEM

En cas de non-respect par la SAGEM de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti, ou réalisation de logements autres que sociaux, ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, celui-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la SAGEM.

Fait en trois exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Directeur Général de
La SAGEM

Monsieur Hubert FALCO

Monsieur Charles IGNATOFF

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE ET LE
LOGIS FAMILIAL VAROIS
EN VUE DE L'ACQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SOCIAUX
RUE PAULIN DAVID AU PRADET
DECISION N° 22/ DU BUREAU METROPOLITAIN
DU 10 JANVIER 2022**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO.
D'une part,

ET

Logis Familial Varois ayant son siège social Avenue de Lattre de Tassigny - 83 107 Toulon Cedex représenté par son Président du Directoire Monsieur Pascal FRIQUET dûment habilité par décision de son Conseil d'Administration à l'effet des présentes,
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence Equilibre Social de l'Habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de construction, de réhabilitation, et de rénovation intervenant dans le domaine du logement social.

A cette fin, la délibération du Conseil Métropolitain n° 03/06/16/89 du 27 juin 2003 a créé un Fonds d'Aide à l'Habitat définissant les modalités d'octroi des participations financières en la matière, plusieurs délibérations dont la n° 18/05/179 du 22 mai 2018 et la n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 ont réformé les modalités d'octroi des participations financières.

Considérant que le projet d'acquisition en Vefa de 19 logements sociaux au Pradet, opération rue Paulin David, présenté par le Logis Familial Varois, entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon

Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent et en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : L'engagement du Logis Familial Varois

Le Logis Familial Varois s'engage à procéder à une acquisition en Vefa de 19 logements sociaux à financement aidé suivant le programme typologique ci-dessous :

Logements	PLAI	PLUS	PLS
T1 Bis			
T2	3	7	
T3	2	2	
T4	1	3	
T5 et +	1		
TOTAL		19	

Le Logis Familial Varois s'engage à signaler à la Métropole le démarrage des travaux, soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie, soit par l'ordre de service de démarrage des travaux, ou une attestation du Maître d'Œuvre.

Le Logis Familial Varois devra transmettre à Toulon Provence Méditerranée l'Ordre de Service de démarrage des travaux, le certificat de conformité délivré par la Commune, une copie du bail ou de l'état des lieux d'entrée du premier locataire.

Le Logis Familial Varois s'engage sur simple demande de Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement de l'opération.

Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec le Logis Familial Varois afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement de l'opération subventionnée.

A minima il convient de rappeler que la date de réception de chaque marché passé pour la réalisation de cette opération doit être postérieure à la date de signature de la présente convention.

D'autre part, en vertu de la délibération n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 réformant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, le Logis Familial Varois s'engage à réserver un quota de logements au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, prioritairement des logements labellisés Logements Service Plus.

Pour cette opération il sera réservé par la Métropole un logement désigné ultérieurement.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération du Conseil Métropolitain N° 03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création d'un Fonds d'Aide à l'Habitat, ainsi que la délibération n° 19/11/389 du 13 novembre 2019 réformant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du Logis Familial Varois par le versement d'une subvention d'un montant maximum de 59 000 €.

En application de la délibération citée ci-dessus le montant de l'aide accordée par Toulon Provence Méditerranée s'établit comme suit :

Logements	Nombre de logements	Subvention par logement	Coût total de l'opération
T1	19	3 000 €	2 692 048 €
T2			
T3			
T4			
T5 et +			
Montant de l'aide octroyée	19X 3 000 €+ 2 000 € UFR = 59 000 €		

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à : 2 692 048 € TTC

Le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

	Aides €	Prêts €	
Etat	66 500 €		
CDC		2 308 548 €	
1 % logement		240 000 €	
Sub Carsat			
Assurance Retraite plan aide investissement			
C régional			
C départemental			
Commune			
TPM	59 000 €		
Fonds propres		18 000 €	
TOTAL	125 500 €	2 566 548 €	2 692 048 €

ARTICLE 4 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder un an après l'entrée dans les lieux du premier locataire après travaux à une évaluation de leur action commune selon des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs, dont notamment le taux de vacance des logements de l'opération, le respect de la Politique de la Ville menée par Toulon Provence Méditerranée, l'adéquation entre la demande sociale et l'offre offerte.

ARTICLE 5 : La durée de l'engagement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

L'entrée du premier locataire dans l'opération financée devra intervenir dans un délai de trois ans à compter de la notification des présentes.

ARTICLE 6 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention de la Métropole pour l'ensemble du projet est arrêté au maximum à 59 000 €.

Elle est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du Logis Familial Varois au terme de quatre virements bancaires intervenant selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 25% du montant de la subvention à l'ouverture effective du chantier au vu de l'Architecte-Maître d'œuvre de l'opération ou de la déclaration d'ouverture de chantier en mairie.
- Un acompte de 25% du montant de la subvention un an après le premier versement de la subvention par la Métropole.
- Un acompte de 25% du montant de la subvention deux ans après le premier versement de la subvention par la Métropole.
- Le solde de 25% du montant de la subvention trois ans après le premier versement de la subvention par la Métropole et sur présentation de la copie du bail ou de l'état des lieux d'entrée du premier locataire s'il y a lieu suivant la nature de l'opération, du certificat de conformité ou tout autre document attestant de la bonne réalisation de l'opération envisagée (attestation du Maître d'œuvre) et du décompte global définitif de l'opération.

Le montant de la subvention pourra être écrêté sous certaines conditions, en tout état de cause le versement de la totalité de la subvention ne pourra être effectué sur un délai inférieur à quatre ans à dater de la notification de la convention financière.

ARTICLE 7 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 8 : Les obligations du Logis Familial Varois

Le Logis Familial Varois s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation régissant le financement aidé de l'Habitat,
- à communiquer à la Métropole, au plus tard le 30 juin de chaque année, le compte d'emploi de la subvention attribuée l'année précédente accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier,

- à fournir dans les six mois suivant l'obtention du certificat de conformité : les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes du Logis Familial Varois,
- à faciliter, conformément à l'article 1, le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



- à signer et respecter la convention de réservation de logements au profit de la Métropole selon la délibération Métropolitaine applicable.

Le respect de la totalité des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

Article 9 : Réalisation du projet

Le Logis Familial Varois est seul responsable de la réalisation du projet financé.

En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du Logis Familial Varois ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 11 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non respect des obligations du Logis Familial Varois

En cas de non-respect par le Logis Familial Varois de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti, ou réalisation de logements autres que sociaux, ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, celui-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au Logis Familial Varois.

Fait en trois exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président du Directoire du
Logis Familial Varois

Monsieur Hubert FALCO

Monsieur Pascal FRIQUET